



## La Ligue Djiboutienne des Droits Humains (L.D.D.H)

Bruxelles, le 21 juillet 2016

### Communiqué de presse :

## **Le régime djiboutien tente d'enterrer les preuves du massacre de Buldhuqo**

Il y a 8 mois, jour pour jour qu'a eu lieu le massacre du 21 décembre à Buldhuqo, quartier pauvre de Balbal. Ce massacre n'a pas encore été élucidé jusqu'aujourd'hui malgré nos multiples alertes et rapports que nous avons établis des les premières heures sur cette tragédie en tant qu'ONG indépendante de défense des droits humains active depuis plus de 17 ans à Djibouti.

Et à l'approche de la **venue de la Mission d'enquête internationale des Nations Unies à Djibouti prévue le 24 au 28 juillet**, le régime dictatorial en place à Djibouti déploie ses grands moyens pour enterrer les preuves du massacre de Buldhuqo .

En effet, depuis ces dernières semaines, le régime en place prépare sa défense en activant **son avocat Jean MONTAGNE**, ancien bâtonnier, avocat du régime depuis l'indépendance et avocat conseil du Consulat de France à Djibouti. Celui-ci organise le dossier de défense du régime et récolte une série des témoignages des chefs de corps de toutes les forces de sécurité djiboutiennes en tenue d'uniformes dans une chambre de l'Hôtel Palmier en Zinc sur leur version des faits concernant le massacre de Buldhuqo et sur les viols des femmes djiboutiennes.

D'autre part, les familles des victimes sont menacées et les rescapés du massacre de Buldhuqo sont déplacés de maison en maison sous l'œil vigilant des forces de sécurité djiboutiennes dont certains d'eux sont décédés à cause de manque de soins pour leurs blessures par balles et les autres attendent leur mort. Hier, deux blessés graves parmi ont été hospitalisés à l'hôpital Peltier et sont susceptibles d'être évacués à l'étranger pour les cacher de la Mission d'enquête internationale.

Aussi, le régime a envoyé 2 ministres à savoir **Djama Elmi Okieh** , Ministre de la Santé et **Hassan Idriss Samrieh** , Ministre de Travail et proche familiale des victimes qui se déplacent ensemble ces derniers jours avec des cylindrées de 14 millions dans les quartier pauvres de Balbala et font les va-et-vient entre la présidence et les familles endeuillées pour soudoyer les proches des victimes décédées et les blessés survivants en leur promettant du miracle.

En même temps, le Parquet général accuse et poursuit 7 personnalités civiles pour le massacre du 21 décembre 2015 à Buldhuqo pour leur imputer ce massacre prémédité et organisé au plus haut de l'Etat.

Il s'agit de 2 personnalités politiques à savoir le Président du RADDE et Maire légitime de Djibouti, **Abdourahman Mohamed Guelleh** et l'ancien ministre **Hamoud Abdi Souldan** ainsi que 5 autres responsables de la société civile en l'occurrence **Mohamed Abdi Farah**, **Chirdon Khaireh Chirdon**, **Abdo Daher Miguil**, **Abdourahman Houssein Arraleh**, **Allaleh Osman Absieh**.



## La Ligue Djiboutienne des Droits Humains (L.D.D.H)

Faut-il rappeler que ces 7 personnes ont été arrêtées au lendemain du massacre du 21 décembre et ont été libérées 3 jours avant la présidentielle de 08 avril 2016 après 3 mois et demi de détention arbitraire et de traitements inhumains. Malgré le non-lieu du juge d'instruction de l'enquête du 16 avril 2016 invalidé par la Chambre d'accusation le **12 mai 2016** puis de la cassation et l'annulation de l'arrêt de cette dernière par la Cour suprême le **12 juillet 2016**, ces 7 personnes sont à la merci d'une Justice aux ordres qui prennent ses décisions selon le tempérament à la présidence.

Par ailleurs, selon des sources recueillies par la LDDH, un camp militaire a été construit sur le site du carnage avec une clôture d'un mur de 4 à 5 mètres de hauteur afin d'empêcher l'inspection du site par la Mission d'enquête internationale au motif que c'est une zone militaire interdite d'accès.

De même, un témoin clé du massacre de Buldhuqo a été remplacé et mis en congé forcé et par le Colonel de la Police, **Abdillahi Abdi Farah** qui avait ordonné aux agents policiers d'intervenir à l'aube du matin du 21 décembre. Il s'agit du Commandant **Elmi Daher Miguil dit Elmi Jess**, Chef de la brigade spéciale de la police et responsable d'alors du secteur de Balbala, quartier où a eu lieu le massacre.

C'est dans cette situation de total camouflage que **la Mission d'enquête internationale du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme** se rendra à Djibouti alors qu'elle avait été programmée premièrement pour le **25 au 31 mars 2016** mais reportée sine die le soir du 24 mars par la Mission permanente de Djibouti à New York dirigé par **Mohamed Siad Doualeh** élu entre-temps comme Vice-président de l'Assemblée Générale des Nations Unies le **15 juin 2016**.

Une porte-parole de la Haute Représentante de l'UE aux affaires étrangères avait affirmé aussi la venue de la Mission du HCDH des Nations Unies à Djibouti dans la semaine qui suivait le jour de l'adoption de la **Résolution du Parlement européen du 12 mai 2016** sur la situation des droits humains à Djibouti qui recommandait l'ouverture d'une enquête complète et indépendante sur le massacre de Buldhuqo et sur les viols des femmes ainsi qu'une enquête approfondie sur la mascarade électorale de 08 avril 2016.

En regard de tout cela et devant l'absence de protection et d'assistance de ces victimes et leurs proches, la **Ligue Djiboutienne des Droits Humains lance un appel urgent à toutes les organisations internationales de défense des droits de l'homme et à toutes les personnes soucieuses du cas de Djibouti de venir en aide à ces personnes vulnérables et d'apporter une assistance médicale et juridique pour qu'ils puissent être soignés et constituer et déposer leurs plaintes au niveau des juridictions nationales et internationales pour que ces crimes ne soient pas impunis et que l'exemple d'Hissen Habré s'applique à tous.**

**Le Secrétaire Général de la LDDH :**

**Said Houssein Robleh**

**Tél : +32 465 36 11 82**